

Conférence de presse
« Information, pluralisme, débat citoyen »
30 avril 2013

Le but de cette conférence de presse est de vous faire part de la création d'un **Collectif Information, pluralisme, débat citoyen** et d'expliciter le sens de notre première campagne « Appel pour la sauvegarde et le développement du pluralisme de la presse en Alsace ».

Point de départ : la campagne pour le référendum du Conseil unique et la difficulté pour mettre en place un réel débat citoyen, éclairant les électeurs autour des enjeux, des conséquences, des perspectives... Constat d'échec également pour ceux qui sont censés animer le débat démocratique, les médias.

La participation ridiculement faible, le NON qui s'impose dans le Haut-Rhin, alors que les deux titres phares de la presse quotidienne régionale ont fait une campagne sans ambiguïté pour le conseil unique, représentent une réelle fracture entre ces médias et leur lectorat.

Les signataires de l'appel s'inquiètent de ce que le référendum a révélé. Nous sommes dans une période complexe sur bien des points, dans laquelle la défiance s'installe à l'égard des institutions, si ce n'est un rejet qui touche une grande partie des structures politiques ou sociales. En tant que démocrates sincères, nous sommes inquiets de ce qui peut fleurir comme thèses nauséabondes sur ce terrain.

Parce que démocrates, nous sommes attachés au débat contradictoire, dans lequel les choses sont dites, les thèses se confrontent, les idées s'affrontent. Pas de consensus mou ou de convergences tactiques, mais un vrai débat d'idées. Nous pensons que c'est par là que la politique peut se faire entendre à nouveau, peut être comprise et surtout qu'elle prenne en compte les aspirations citoyennes qui se font jour et qui sont évolutives.

Pour cela, il faut des médias pour organiser ce débat et veiller à ce que toutes les opinions puissent se faire entendre. D'autres échéances sont à venir, tout aussi cruciales pour l'avenir économique, social, culturel de notre région. Verra-t-on le même scénario se reproduire ou bien encore pire...

Or, l'Alsace, la plus petite des régions, est une des rares où paraissent deux quotidiens régionaux. Je devrais dire, où il ne reste que deux quotidiens régionaux car il y en eu jusqu'à vingt-quatre en 1913, ils étaient dix-sept en 1945 ainsi que onze hebdomadaires.

Cette pluralité est aussi le reflet des différences qui existent au sein de notre région et qui se sont à nouveau exprimées lors du référendum.

D'ailleurs, quand le journal *L'Alsace* était dans des difficultés qui pouvaient mener à sa disparition en 1971, c'est le Crédit Mutuel qui l'a racheté pour éviter que le groupe Hachette, propriétaire des DNA à cette époque, ne se porte acquéreur du journal haut-rhinois. Le Crédit Mutuel, s'est alors investi pour préserver une pluralité des titres.

Ce qui était vrai en 1971 ne le serait-il plus aujourd'hui ? Le débat public et citoyen n'a-t-il pas besoin de journaux pour l'animer ? Et pense-t-on qu'un journal unique, à l'instar de ce qui se passe dans d'autres régions serait suffisant ?

Il est vrai que d'autres médias existent : la TV, les radios, des magazines contribuent à l'animation du débat démocratique. L'arrivée d'Internet fait même croire que, dorénavant, on pourra passer par ce seul moyen pour se faire entendre. Ce qui n'est pas faux et, lors du référendum, les partisans du NON n'avaient souvent que ce moyen pour se faire entendre et, apparemment, efficacement.

Mais Internet n'est pas un media, c'est un réseau qui permet une large diffusion d'informations. Nous ne parlons pas de celles-ci, nous parlons de *l'information travaillée, décryptée, analysée*, le vrai « média » entre un émetteur et un récepteur, le lecteur.

Aux côtés des autres médias, la presse quotidienne, régionale en l'occurrence, a une place à occuper pour faire ce travail. C'est elle qui est au plus proche des citoyens, qui touche un grand nombre de foyers grâce, entre autres, à ses éditions locales.

La crise que traverse la presse actuellement n'est pas un problème de demande qui reculerait (le lectorat existe et il est avide d'informations) mais d'offre et de diversité. Et très souvent la position de monopole d'un quotidien accentue ce sentiment d'un manque d'offre pour le lecteur.

Nous avons été alertés par les personnels des deux quotidiens que le Crédit Mutuel envisagerait la fusion progressive des deux journaux. Déjà la ligne éditoriale totalement identique lors du référendum montre le chemin.

Nous considérons cela comme une erreur fondamentale et grave :

- Sur le plan politique et démocratique : la pluralité des titres est un gage de pluralisme bien plus grand que l'affirmation « faire vivre le pluralisme dans un seul titre »
- Sur le plan économique : partout l'absorption d'un titre par un autre a fait perdre du lectorat ; d'autre part, le taux de lecture de la presse est plus important dans les régions où il y a pluralité des titres
- Sur le plan culturel : les spécificités entre le sud et le nord de l'Alsace ne sont pas nées d'hier, elles sont le fruit de l'histoire, des évolutions économiques et sociales, des influences culturelles...

Plutôt que d'aller vers un journal unique pour des raisons strictement économiques, ce qui va encore faire perdre du lectorat aux deux quotidiens, nous préconisons un renforcement du rôle de la presse, qu'elle marque plus ses différences, qu'elle investisse plus dans la démocratie locale au plus près du lectorat qui est aussi un électorat.

Voilà, dite d'une manière succincte, la raison de l'appel.

Alors quelles actions voulons-nous mener ?

Nous nous inscrivons dans la durée, pas dans une simple réaction à un problème posé.

L'objectif du **Collectif** n'est pas de se substituer aux partis politiques ou aux syndicats. Nous voulons mener une action citoyenne pour que le pluralisme soit présent dans le débat public.

L'actualité et les craintes pour l'avenir de nos quotidiens nous ont conduits à commencer notre action par ce sujet.

Mais nous considérons que des thèmes à venir, tels que le 3^e acte de la décentralisation, la question des langues régionales dans le cadre de la Charte européenne, les conditions de la ré industrialisation

de notre région, l'Europe telle qu'elle est vécue et souhaitée en Alsace avec sa personnalité propre, sont aussi des sujets qui mériteront un large débat ?

Les membres du Collectif feront les propositions qu'ils estimeront nécessaire.

Ce collectif est aujourd'hui constitué de quinze membres venant d'horizons divers. Ce qui nous lie, ce sont les valeurs que je viens de citer. Nous sommes donc ouverts à la venue d'autres personnes attachées à ces valeurs, au-delà des clivages qui peuvent exister par ailleurs. Je répète : ***l'essentiel est de partager les valeurs de pluralisme et du débat citoyen.***

Les objectifs immédiats :

- Continuer à faire signer l'appel en espérant que le Crédit Mutuel garde le cap de 1971,
- Nous venons de créer un site dont le lien vous sera communiqué pour que tous ceux qui ont des choses à dire sur le thème puissent le faire,
- Nous sommes en train de prendre des contacts avec des personnalités pouvant animer des conférences thématiques sur les sujets qui nous importent. Le premier cycle devrait démarrer à la rentrée de septembre et porterait sur la crise de l'information, de la presse et aussi sur les nouvelles formes de communication.

Nous n'avons pas de hiérarchie dans notre collectif. Si c'est moi qui présente cette conférence de presse, c'est que la presse et l'information sont un peu mon domaine. D'autres sujets feront appel à d'autres compétences.

Michel Muller
2 mai 2013